



Communiqué des gouvernements

Réunion régionale africaine de haut niveau de Génération Égalité sur le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes

Du 15 au 17 novembre 2023

Lieu de la réunion : Hôtel Johari Rotana, Dar es Salaam
République unie de Tanzanie

La réunion de haut niveau de Génération Égalité Afrique sur le financement de l'égalité des sexes, organisée par le gouvernement de la République unie de Tanzanie, qui s'est tenue du 15 au 17 novembre 2023, à Dar-es-Salaam, a servi de plateforme pour réaffirmer les engagements envers les objectifs de Génération Égalité afin d'intensifier les actions et investissements en faveur de l'égalité des sexes.

S'appuyant sur le Sommet à mi-parcours de Génération Égalité qui s'est tenu à New York en septembre 2023, la réunion a rassemblé de multiples parties prenantes parmi lesquelles des ministres, des institutions financières, des agences du système des Nations Unies, des partenaires de développement, des organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs. La réunion a abordé les conséquences macroéconomiques des disparités entre les femmes et les hommes: combler ces écarts entre les hommes et les femmes contribue à une croissance durable, à la stabilité économique et financière ainsi qu'à des résultats de développement positifs pour tou-t-e-s. En outre, la réunion a été l'occasion d'explorer des initiatives concrètes et d'encourager la prise d'engagements de la part des participant-e-s, visant à apporter des changements significatifs dans la vie des femmes et des jeunes filles en Afrique.

Reconnaissant le potentiel des politiques macroéconomiques et fiscales pour inverser des décennies de sous-priorisation du genre, les participant-e-s ont souligné l'importance d'une budgétisation sensible au genre et de sources innovantes de financement du développement pour atteindre les objectifs des coalitions d'action de Génération Égalité: **Violence basée sur le genre, justice et droits économiques, technologie et innovation pour l'égalité des sexes, Pacte pour la paix et sécurité des femmes et l'action humanitaire et enfin, la santé des femmes et des filles.**

Cette approche s'inscrit dans la perspective que l'investissement dans les droits des femmes et l'égalité des sexes est au cœur du développement durable, permettant d'exploiter un vaste potentiel inexploité et d'accélérer la réalisation de la plateforme d'action de Pékin et des objectifs

de développement durable (ODD), de l'agenda 2030 et de l'agenda 2063 de l'Union africaine. Lorsque les femmes participent au marché du travail, elles ont tendance à se concentrer dans le secteur informel, avec une faible productivité et un accès et un contrôle limités sur les ressources.

Selon le rapport du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et d'ONU Femmes : *'Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2022'*, il faudra au moins 40 ans pour parvenir à une représentation égale dans les parlements nationaux. Si les tendances actuelles se poursuivent, d'ici 2030, davantage de femmes et de filles qu'aujourd'hui vivront dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne. Les femmes et les filles vivant dans des situations de conflit ou d'après-conflit sont particulièrement désavantagées, avec plus de la moitié des filles non scolarisées dans le monde se trouvant dans de telles situations.

Les défis mondiaux, tels que la pandémie de COVID-19 et ses conséquences sur la faible croissance, les conflits, le changement climatique, la numérisation et les entraves aux droits des femmes, exacerbent l'inégalité entre les hommes et les femmes. Reconnaissant que l'égalité entre les femmes et les hommes est une question macro-critique, il est essentiel pour redresser la barre et remettre l'égalité entre les femmes et les hommes sur la bonne voie, de prendre des mesures dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cela inclut l'intégration de la dimension du genre dans la politique macroéconomique de base et le programme de réforme structurelle, dans l'adoption d'un budget tenant compte de cette dimension et une augmentation accrue du financement mondial et national.

La réunion de haut niveau a réaffirmé que Génération Égalité représente une force puissante de changement, nécessitant un soutien par le biais d'actions fortes et déterminées, d'une plus grande redevabilité, d'une transparence accrue, de rapports plus détaillés, ainsi que d'une volonté inébranlable d'obtenir des résultats. Bien que des résultats remarquables aient été obtenus dans l'établissement de partenariats avec le secteur privé, les institutions financières et les organisations de la société civile pour relever les défis sectoriels des coalitions d'action sélectionnées, la nécessité de définir une stratégie pour aller de l'avant s'impose aujourd'hui.

Cette réunion de haut niveau a fourni une plateforme appropriée pour lancer ce communiqué qui résume les points de vue des différentes parties prenantes, des décideurs politiques aux organisations de la société civile, en passant par le secteur privé, les leaders de la jeunesse et les autres. Ces perspectives reflètent leurs points de vue et recommandations pour élaborer une feuille de route sur le financement de l'égalité entre les femmes et les hommes en mettant l'accent sur la violence fondée sur le genre, la justice et les droits économiques des femmes, la technologie et l'innovation, les femmes, la paix et la sécurité, l'action humanitaire et la santé des femmes. Les différentes parties prenantes ont ainsi souligné que cette feuille de route pourrait induire des changements transformateurs dans le statut économique des femmes, clé de l'amélioration de leur statut dans d'autres domaines.

Les recommandations issues des différentes sessions de la réunion de haut niveau sont résumées comme suit :

1. Coalition d'action contre la violence basée sur le genre (VBG)

- **Consolider et maintenir les acquis des efforts prometteurs en faveur d'une action multisectorielle, coordonnée et multidimensionnelle pour lutter contre la violence basée sur le genre (VBG), en bénéficiant de sources de financement diversifiées et non conventionnelles.**
 - Garantir une approche holistique et multisectorielle dans la lutte contre la violence basée sur le genre.
 - Assurer une coordination efficace entre les acteurs clés, notamment le gouvernement, la police, le système judiciaire, les partenaires de développement, les organisations de la société civile (OSCs), le monde universitaire, etc. afin de faciliter le suivi des ressources aux niveaux national et local.
 - Normaliser les outils et les mécanismes de collecte de données pour améliorer la qualité des résultats.
 - Mettre en œuvre de manière appropriée des outils pour soutenir la réponse en faisant appel à un leadership de haut niveau dans le cadre de la redevabilité.
 - L'engagement des acteurs non étatiques, des hommes et des garçons doivent être au cœur au cœur des initiatives de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre.

- **Accroître, surveiller et évaluer les investissements financiers dans la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre afin d'atteindre les objectifs escomptés des politiques et programmes existants.**
 - La BSG (Budgétisation Sensible au Genre) est un outil essentiel et puissant pour combler les lacunes en matière de genre, notamment en ce qui concerne la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre.

- **Établir une redevabilité collective et des mécanismes de rapportage des données par rapport aux engagements politiques afin d'augmenter les actions financières et politiques pour mettre fin à la violence basée sur le genre, impliquant toutes les parties prenantes et acteurs concernés par une mise en œuvre efficace du plan d'action national sur la violence basée sur le genre.**
 - Promouvoir des réformes et l'adoption de mécanismes juridiques, politiques et autres, y compris
 - La ratification des instruments juridiques internationaux et leur transposition au niveau national

- L'adoption d'une loi sur la violence basée sur le genre,
 - L'établissement de tribunaux de famille, et
 - La promotion de l'accès à la justice pour les survivant-e-s de violence basée sur le genre en accélérant le traitement de leurs cas, etc.
- **Adopter des stratégies nationales budgétisées et des feuilles de route pour une prévention et une réponse efficaces à la violence basée sur le genre, conformément aux engagements internationaux et régionaux en matière de droits humains.**
- Lutter contre le mariage des enfants ; et
 - Abolir les mutilations génitales féminines (MGF).

2. Coalition d'action sur la justice et droits économiques (EJR)

- S'engager à poursuivre le renforcement des capacités des ministres des finances sur l'importance des liens entre le genre, la macroéconomie et les politiques fiscales.
- Accroître les dépenses nationales et internationales consacrées à des initiatives de développement économique et d'égalité entre les femmes et les hommes axées sur l'action et alignées sur les priorités nationales de développement, ainsi que sur les agendas 2063 et 2030.
- Promouvoir et intégrer la budgétisation sensible au genre (BSG) orientée vers l'action au cœur de la politique publique, accentuer l'attention des budgets nationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes et garantir une analyse de genre à travers la formulation de politiques conformément à l'indicateur 5.c.1 des Objectifs de Développement Durable (ODD).
- Investir, conformément à la recommandation, entre 3 et 10 % du revenu national dans des systèmes et services publics de soins de qualité.
- Soutenir le travail décent et des conditions d'emploi équitables en assurant la transparence des salaires, l'égalité de rémunération, et l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.
- Accroître l'accès des femmes à la terre et le contrôle sur cette dernière, ainsi que leur accès aux produits et services financiers sensibles au genre, tout en augmentant le nombre d'entreprises détenues par des femmes, etc.
- Travailler à la mise en place d'un système économique qui transforme davantage les relations femmes-hommes et qui valorise les personnes et la planète.

3. Coalition d'action sur la technologie et l'innovation en faveur de l'égalité

- Comblent les lacunes dans les politiques, les stratégies, les lois, les règlements et les procédures afin de s'assurer que les femmes et les filles africaines occupent une place centrale dans le

domaine de l'innovation technologique et dans le processus de transformation du développement de l'Afrique.

- Doter les femmes et les filles des compétences nécessaires pour qu'elles puissent accéder, utiliser, créer et travailler avec les technologies et les innovations.
- Intégrer la dimension de genre dans les critères d'évaluation des projets numériques ; établir et mesurer des objectifs concrets en matière d'égalité des sexes et rendre les données accessibles au public afin qu'elles puissent être utilisées par les parties prenantes conformément aux lois et procédures nationales.
- Encourager les pays africains et les entreprises technologiques à assumer leur responsabilité en mettant en œuvre des politiques et des solutions contre les canaux en ligne et les autres technologies utilisées pour perpétuer la violence basée sur le genre et la discrimination.
- Accroître de 50 % les investissements dans les technologies et les innovations féministes afin de soutenir le leadership des femmes en tant qu'innovatrices et d'améliorer leur capacité à répondre aux besoins les plus urgents des femmes et des filles.

4. Pacte sur les femmes, la paix et sécurité et l'action humanitaire

- Assurer un financement adéquat des plans d'action nationaux femmes, la paix et sécurité en les intégrant dans les processus nationaux de planification et de budgétisation, tant au niveau national que local par le biais de plans sectoriels, à travers le développement de mécanismes et des canaux financiers qui garantissent un financement continu, favorisant la durabilité et l'appropriation.
- Déployer des efforts continus pour accroître la part du financement du budget national et de la coopération internationale allouée aux organisations dirigées par des femmes, aux réseaux, aux femmes et aux filles dans l'action humanitaire, le relèvement post-conflit, ainsi que dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits. L'établissement d'indicateurs spécifiques et/ou de partenariats spécifiques, ainsi que le renforcement des mouvements de femmes sont essentiels.
- Exhorter tous les États membres et la société civile, y compris les organisations dirigées par des femmes et des jeunes, les universités, les institutions financières internationales et le secteur privé à devenir signataires du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire (Pacte FPS-AH) afin d'accroître les engagements, les investissements et la redevabilité en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité et de l'action humanitaire.
- Identifier de nouveaux partenariats, de nouveaux modes de financement et renforcer la coordination entre les acteurs pour permettre une avancée et une mise en œuvre efficaces de l'agenda femmes, paix et sécurité. Cela inclut l'établissement de partenariats avec des acteurs

non traditionnels tels que les institutions financières internationales et le secteur privé, en liant les engagements au Pacte FPS-AH.

- Reconnaître l'importance de la collecte de données et du suivi qui doivent être soutenus par des ressources financières adéquates pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer l'impact des plans d'action nationaux femmes, paix et sécurité. Cela inclut le suivi des progrès sur les indicateurs sexospécifiques et l'allocation de financements par zone géographique.

- Accorder la priorité et encourager la volonté politique de soutenir l'intégration de l'agenda femmes, paix et sécurité dans les plans de développement nationaux et dans l'architecture de paix nationale et locale. Il est également essentiel de renforcer la participation et le rôle des femmes dans les questions émergentes telles que le changement climatique et la cybersécurité.

5. Coalition d'action sur la santé des femmes et des filles

- Examiner l'état actuel du financement de la santé des femmes et des filles en Afrique.

- Analyser en détail les principales priorités et les besoins de financement par région, qui, selon les recherches, ne coûtent que 10,60 USD par an et par personne au niveau national et couvriraient un ensemble complet de services de santé destinés aux femmes.

- Créer un environnement où les maladies et le changement climatique sont considérés comme des facteurs interdépendants des problèmes de santé publique chez les femmes et les jeunes filles.

- Évaluer les approches existantes pour accorder la priorité à la santé des femmes et des filles en Afrique et la financer. L'objectif est d'identifier les points d'entrée pour des interventions ciblées soutenues par un financement adéquat.

- Travailler de concert à la mise en œuvre d'actions clés agissant comme des catalyseurs pour promouvoir le soutien financier tant au niveau régional que national en faveur de la santé des femmes et des filles afin de réaffirmer les engagements des principales parties prenantes en faveur de l'égalité des sexes ; et

- Consacrer des investissements à l'amélioration de la santé des femmes et des filles, aussi bien en termes d'accès que de qualité. En effet, investir dans la santé des femmes et des filles revient à investir dans l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que dans la Génération Égalité.

6. Cadre de redevabilité de Génération Égalité

- Les porteurs d'engagements de Génération Égalité doivent travailler conjointement afin d'établir des moyens systématiques de suivi des engagements financiers dans les budgets des organisations. Cela inclut la révision des outils et de la méthodologie pour contrôler les allocations et les dépenses, assurer la transparence des investissements passés et futurs, afin de

comblent les lacunes dans les données concernant les fonds promis, garantis et dépensés en faveur des organisations de la société civile, des jeunes et des adolescentes.

- L'amélioration des rapports sur les engagements financiers est cruciale pour suivre les investissements en faveur de Génération Égalité.

- La participation significative des jeunes et des organisations de la société civile à Génération Égalité est essentielle pour accélérer l'ambition de l'égalité des sexes et des objectifs de développement durable.
